

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SIMPLIFIÉ

DGFIP /RENOVATION ACCUEIL

Catégorie opération 3



9 AVENUE LEON BLUM
43100 BRIOUDE

TABLEAU DES REVISIONS

Indice	Date	Description
1	06/10/2025	Plan Général de coordination (DCE)
2	13/10/2025	Réception des rapports de diagnostic amiante et plomb

SOMMAIRE

TABEAU DES REVISIONS	2
0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....	5
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION	5
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....	7
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS	8
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	8
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	9
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	9
1.7 DIVERS.....	9
2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	10
2.1 PLANNING	10
2.2 NATURE DE SOL.....	10
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	10
2.4 AMIANTE.....	10
2.5 PLOMB	11
2.6 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	12
2.7 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE	13
2.8 DIVERS.....	13
3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR	14
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	14
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier	14
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier	14
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	14
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	15
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place	15
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles	16
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX	16
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER	17
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	17

3.5.1 Présence d'amiante	17
3.5.2 Présence de plomb	17
3.5.3 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)	18
3.5.4 Travaux divers	18
3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES.....	18
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS	18
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER.....	19
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ.....	20
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	22
4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	23
5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	24
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX	24
5.2 CANTONNEMENTS.....	24
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES	24
5.3.1 Mise en place bungalows	24
5.3.2 Cantonnement à étages.	24
5.3.3 Installation électrique.....	24
6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE	25
6.1 ORGANISATION.....	25
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	25
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé	26
6.2.2 Interdiction de fumer	26
7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	27
7.1 PPSPS	27
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE	27
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	27
8 Annexes	28
Panneau : En cas d'accident.....	28

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Eviter les risques.
- 2 – Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.
- 4 – Adapter le travail à l'homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.

- 5 – Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, l'influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

DGFIP /RENOVATION ACCUEIL

9 AVENUE LEON BLUM
43100 BRIOUDE



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

Description

L'opération de rénovation de l'accueil du Centre des Finances Publiques de BRIOUDE, réalisation d'une rénovation complète des locaux du RDC

Nombre de niveaux (infra et superstructure)

4 niveaux, bâtiment en R+2

Nature de la couverture / toiture

Toiture terrasse

Nature des façades

Enduit

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Maître d'Ouvrage	DIR REG DES FP D'AUVERGNE RHONE-ALP RUE DE LA CHARITE 69268 LYON CEDEX 02	
Architecte	Archi distec 10 rue Beau de Rochas 63110 BEAUMONT	TEL : 04 73 28 01 01 FAX : 04 73 28 03 30
Maître d'Oeuvre	DISTEC Ingénierie ZAC de l'Artière – BP 413 10 rue Beau de Rochas 63110 BEAUMONT CDIS	TEL : 04 73 28 01 01
Inspection du travail	DREETS 3, chemin du Fieu 43000 Le Puy en Velay	TEL : 0471070823
OPPBTP	OPPBTP 50 Avenue Marx Dormoy 63000 Clermont-Ferrand	TEL : 04 73 35 14 23
CARSAT	CARSAT AUVERGNE 5 Rue entre les deux Villes 63100 Clermont-Ferrand	TEL : 09 71 10 39 60

Lot(s) sans entreprise à ce stade :

- N°01 - DEMOLITION / GROS OEUVRE
- N°02 - MENUISERIES ALU / SERRURERIE
- N°03 - PLATRERIE / PEINTURE
- N°04 - FAUX-PLAFONDS
- N°05 - SOLS SOUPLES
- N°06 - MENUISERIES BOIS
- N°07 - CVC
- N°08 - ELECTRICITE

Voir liste des intervenants en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le [Non renseigné] pour une durée de 6 mois, y compris la période de préparation.

L'effectif prévisionnel sera de 5.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 3 au sens de l'article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Mode de dévolution des travaux : Lots séparés

Mode de passation des marchés : Public

1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE

L'emploi de personnel intérimaire est **STRICTEMENT INTERDIT** pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d'ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n'effectuera l'inspection commune avec l'entreprise qu'après avoir été averti de l'obtention de l'agrément.

Il ne pourra pas être fait appel à de la sous-traitance au-delà du deuxième rang.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu'exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

1.7 DIVERS

Sans objet.

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

- site en activité.
- Faire un phasage pour les travaux, avoir un accès propre au chantier
- Prévoir une base vie pour le chantier, Locaux à disposition
- Prévoir des places de stationnement pour le chantier avec barriérage
- Permis feu pour les travaux par point chaud.

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

sans objet

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

pour les travaux de terrassement, réaliser les DT/ DICT avant intervention, consultation de Plans de repérage des réseaux

2.4 AMIANTE

Repérage amiante avant opération : référence **AMITRAV-E7587181-2501 du 18 août 2025 établi par DEKRA**

Ces documents sont joints au DCE (Dossier de Consultation des Entreprises).

En fonction des résultats et des travaux à réaliser, les entreprises devront :

Travaux en sous-section 3 (retrait ou encapsulage d'amiante) :

- Intervention par entreprise certifiée dans le domaine des travaux réalisés.
- Formation des salariés.
- Rédaction d'un plan de retrait, transmis aux organismes de prévention (au plus tard 1 mois avant le démarrage des travaux).
- Rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS.

Ou

Travaux en sous-section 4 (intervention sur ou à proximité de MPCA susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante)

- Formation des salariés.

- Rédaction d'un mode opératoire, transmis aux organismes de prévention, en fonction de la procédure en vigueur.
- Rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS.

Réalisation des mesures libératoires avant toute intervention d'autres entreprises dans les zones concernées.

- Mettre en place des moyens de protection collective.
- Mettre à disposition de leurs salariés des équipements de protection individuelle adaptés aux travaux à réaliser.
- Respecter la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : 10 fibres/litre d'air/8h. Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :
 - Localisation :
 - Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

Lots concernés

Toutes les entreprises

2.5 PLOMB

Repérage Plomb Avant Travaux : **PBREPAV-E7587181-2501 1 août 2025 Etabli par DEKRA**

Ce diagnostic doit être réalisé quelle que soit l'année de construction des ouvrages. Ce document, élaboré / en cours d'élaboration, sera transmis par le maître d'ouvrage aux entreprises consultées.

Dans son obligation de formation et d'information, l'employeur des salariés appelés à intervenir sur les zones repérées comme "plombées", quelle que soit la teneur, devra mettre en place tout dispositif de protection collective et individuelle assurant leur sécurité et la protection de leur santé.

Faire réaliser des contrôles d'empoussièrement surfacique au sol en fin de chantier.

Un suivi médical sera assuré (avant, pendant, après intervention), afin de s'assurer que les teneurs admissibles pour le corps humain n'ont pas été dépassées : - VLB (Valeur Limite Biologique "Plombémie") : < 400 µg/litre de sang pour l'homme et 300 µg/litre pour la femme, - VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : <0,1 mg/m3 d'air/8h.

Il est recommandé de toujours faire appel aux mêmes équipes pour effectuer les interventions, afin d'assurer plus facilement le suivi médical et de ne pas faire appel à des travailleurs intérimaires (voir article 1.5 ci-dessus).

Sur chantier :

- prévoir : les installations d'hygiène en adéquation avec la configuration du chantier,
- prévoir les mesures d'évacuation et d'élimination des déchets,
- rendre le chantier inaccessible au public,
- délimiter et signaler les zones à risque,
- ramasser régulièrement les déchets (au moins une fois par jour),
- stocker les déchets dans un local inaccessible au public,
- ne jamais faire brûler du bois recouvert de plomb.

Lots concernés

Toutes les entreprises

2.6 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
PIC (plan d'installation de chantier)	Doit comporter : <ul style="list-style-type: none"> - les cantonnements ; - les aires de stockage; - les points d'alimentation électrique ; - les accès ; <p>Liste non exhaustive</p>	- A diffuser à chaque intervenant.- A afficher dans la base vie	MOE/ lot 01	MOE/ lot 01
Clôture	<p>en intérieur :</p> <p>La clôture des différentes phases sera réalisée sous forme de panneaux bois aggloméré type triply ou mélaminé blanc, 2 faces et rejointoyés avec calfeutrement anti-poussière de chaque côté. des protections ponctuelles complémentaires sous forme de bâche oupolyane</p> <p>en extérieur</p> <p>Barrière type HERAS treillis métal compris plots béton, colliers et tous accessoires de fixation, destinée à fermer le site. Les clôtures devront être équipées un moyen de fermeture (cadenas, chaîne, etc).</p>	cloture de chantier, selon le PIC	Lot 01	Lot 01
Homme trafic	homme trafic pour les manœuvre	Selon le PIC	MOE/Lot titulaire	tous les lots
Signalisation	Panneau Chantier	Sur les accès communes et entrée du chantier	Lot 01	Lot 01

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
Divers	l'ouverture et la fermeture des portes.		Lot 01	01 Lot

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.7 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

Accès depuis le portail existant, au 9 Av. Léon Blum, 43100 Brioude
sens de circulation à respecter

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	La carte BTP est obligatoire pour chaque salarié intervenant sur le chantier.	Tous les lots	Tous les lots
Liste du personnel	- La liste du personnel doit figurer sur le PPSPS de chaque entreprise.- Le PPSPS doit être maintenu à disposition sur site.	Tous les Lots	Tous les Lots

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.8 DIVERS

Sans objet.

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

Circulations des exploitants et public

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Voie intérieure	limitation de vitesse	Selon le PIC.	Tous les lots.	Tous les lots.
Aire de livraison	Aire d'approvisionnement	Selon le PIC.	Lot 01	Lot 01
Aire de stationnement	Tous véhicules	Selon le PIC	Lot 01	Lot 01
Signalisation	Établir une signalisation réglementaire efficace comportant les indications d'usage	A l'entrée du chantier Dans la zone de circulation	Lot 01	Lot 01
Homme de manœuvre	Guide le manœuvre des véhicules à l'intérieur du chantier ou dans la zone de stationnement	A définir selon le PIC	Tous les lots.	Tous les lots.
Avertisseur de manœuvre	Bip de Recul	tous les engins	Tous les lots.	Tous les lots.

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Cheminement cantonnement/chantier	existant			
Séparation piétons/véhicules	Séparation de flux avec barriérage	selon PIC	Lot 01	Lot 01

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareils commandement de manoeuvre
Grue automotrice	Dans zone plane, de portance suffisante et matérialisée, signalisée et placée sous la surveillance d'un chef de manoeuvre	Toutes entreprises	A définir suivant méthodologie d'intervention des entreprises	
Autres moyens	à définir dans le ppsps	Tous les lots	Tous les lots	

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

Grue automotrice

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier, le contrôle périodique de l'engin. L'anémomètre de l'engin devra être vérifié et en liaison avec la cabine.

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manoeuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

Pour tout prêt de matériel dont l'utilisation est soumise à formation.

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

Sans objet.

Lot chargé de l'entretien

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Matériels lourds	Par engin	selon le PIC		Une zone clôturée
Tous types de matériaux	Zones de stockage définies en amont pour chaque lot au plus près du poste de travail et accessible pour les engins de manutention, matérialisée et interdite d'accès (en définir l'implantation sur le PIC)	selon le PIC		Balisage de la zone de stockage.
Produits dangereux (peintures, colles, etc.)	Selon conditions de stockages préconisées dans les FDS (température, etc.)	Eloignée des sources d'inflammation, hors de portée du public, accès facile pour les services de secours	En adéquation avec la nature et les caractéristiques du stockage	Limiter les stockages en termes de durée et de quantité, conformément aux FDS

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

Le chantier et les abords devront être maintenus en permanence en état de propreté, chaque corps d'état ayant obligation d'enlever au fur et à mesure tous les gravats, déchets, emballages résultant de ses travaux.

le Lot 01 démolition / Gros œuvre à sa charge la mise en place de bennes de tri des déchets en 4 catégories minimum, la gestion du renouvellement des bennes,

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Œuvre pourra, à tout moment, faire nettoyer le chantier par l'entreprise de son choix aux frais d'une entreprise défaillante, ou au prorata de leur lot (lorsque plusieurs entreprises sont concernées)

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Présence d'amiante

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.4.

Lots concernés

Toutes les entreprises

Les entreprises doivent répondre aux préconisations du décret du 4 mai 2012 et à ses arrêtés d'application. Tout ouvrier salarié de l'entreprise, en CDI, doit être formé suivant les modalités de l'arrêté du 23 février 2012. Les déchets seront évacués du chantier, avec BSDA, et éliminés, soit par inertage, soit par enfouissement, en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux). En cas de découverte de matériau amianté non répertorié :

- Arrêt des travaux dans la zone.
- Sécurisation de la zone.
- Réalisation d'un diagnostic.
- En fonction du résultat, application ou non (dans le cas de diagnostic négatif) de la réglementation rappelée ci-dessus.

Durant les travaux, l'entreprise transmettra régulièrement au coordonnateur SPS, les mesures d'empoussièrement réalisées :

- Avant démarrage des travaux (point 0 ou état initial).
- Durant les travaux : mesures environnementales réalisées en dehors de la zone de travail et dans les locaux à proximité de celle-ci.
- A la fin des travaux, après démantèlement complet de l'installation de désamiantage (mesure de fin de chantier amiante).
- Les résultats de toutes les mesures seront inférieurs à 5 fibres/litre d'air.

3.5.2 Présence de plomb

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.5.

Lots concernés

toutes les entreprises

Les ouvriers devront pouvoir bénéficier d'un suivi médical. Il est recommandé d'employer des salariés en CDI. Les déchets seront éliminés par enfouissement en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux), ou ISDI (Installation de Stockage de Déchets Inertes).

3.5.3 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

TYPE MATERIAU	LOTS CONCERNES	ZONE DE STOCKAGE	RESPONSABLE EVACUATION	FLIERE ELIMINATION
Plomb et Amiante :	Désamiantage	à définir par le lot concerné		intervention selon la réglementation en vigueur

3.5.4 Travaux divers

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Avec flamme ou à point chaud	Périmètre chantier	Toutes les entreprises	Extincteur adapté à proximité du poste de travail	Etablir un permis feu

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Nature des protections collectives

Sans objet.

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Trémie petite dimension	Platelage fixé	Lot 01	Lot 01
Trémie grande dimension	Garde-corps réglementaire	Lot 01	Lot 01

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
-------------	--------------	---------------	--------------------------------	------------------------------	-------------

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
Echafaudage intérieur	Les travaux en hauteur		Toutes les entreprises		Toutes les entreprises

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Armoire générale	alimenté depuis l'armoire électrique du bâtiment		Lot 08 ELEC	Lot 08 ELEC
Alimentation cantonnement	Fourniture et pose d'une alimentation pour la base vie		Lot 08 ELEC	Lot 08 ELEC
Armoires secondaires	Coffret électrique à tous les 25 m	Au début du chantier	Lot 08 ELEC	Lot 08 ELEC
Eclairage circulation verticale			Lot 08 ELEC	Lot 08 ELEC
	circulation	Au début du chantier		
Eclairage circulation horizontale	circulation	Au début du chantier	Lot 08 ELEC	Lot 08 ELEC

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Eclairage poste de travail	Chaque poste de travail	Toute tâche	Tous les lots	Tous les lots

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulation du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

L'organisation des tâches sur le planning général d'exécution devra être établie de façon à éviter la superposition de plusieurs postes de travail. Chaque entreprise indiquera, la nature et la programmation de ses interventions risquant d'entraîner des interactions superposées, et proposera les mesures de protection correspondantes. Chaque entreprise intervenant en élévation, créant par son retard une interaction superposée, mettra en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots. Dans les cas où des interactions superposées ne peuvent être évitées, l'entreprise réalisant les travaux le plus en hauteur installera les protections nécessaires aux autres lots. Aucune entreprise ne devra, à la fin de ses interventions, laisser subsister de risques pour les entreprises qui interviendront ensuite : protections à mettre en place à l'avancement.

- Travaux superposés.

D'une manière générale, des dispositions sont prises pour éviter tous travaux superposés.

- Co-activité - Simultanéité

Le Maître d'œuvre prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter les interventions simultanées susceptibles d'apporter des risques nouveaux ou d'étendre des risques encourus à d'autres salariés et pour prévenir les risques de projection de matériaux ou substances. Ceci concerne les travaux de soudure, meulage, démolition, travaux bruyants, Un décalage de travaux est en conséquence prévu de manière à laisser intervenir seule l'entreprise causant la gêne concernée. La planification du chantier doit gérer à l'avancement ce type de problème.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Travaux d'ordre ou à proximité de l'électricité	Toutes entreprises	Pendant toute la durée des travaux	Consignation électrique des installations concernées, mise en place de cadenas	MOA pour les infrastructures environnement le bâtiment Lot concerné pour le Bâtiment
Encombrement de déchets dans les zones de circulations	Toutes entreprises	Pendant toute la durée des travaux	Nettoyage des zones de circulations	Tous les lots

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Coactivité simultanée entre entreprises intervenant à l'intérieur	Toutes entreprises	Travaux des lots concernés suivant planning	Pas de travaux en superposition ; travaux dans zones délimitées, matérialisées et interdites d'accès au personnel non concerné ; isolation dans le temps et l'espace des postes de travail à risques ; maintien des circulations propres, dégagées et sécurisées ; mise en place et entretien des protections collectives, etc.	Toutes entreprises

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Travaux de désamiantage	Toutes entreprises	phase désamiantage et curage	coactivité non autorisée réalisation des mesures libératoires	Lot Désamiantage

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

Travaux en hauteur / Électricité

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Travaux en hauteur	Tous les lots	Tout type de travaux en hauteur	Utilisation échafaudage ou d'un moyen équivalent	Tous les lots

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

Site en activité, phasage pour les travaux à prévoir pour éviter tout risque d'interférence, mise en place de palissage avec polyane pour séparer le chantier de la zone occupée, avoir un accès propre au chantier

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Accès au chantier	Entrée du chantier	Possession de la carte BTP, Port des EPI	Stationnement au parking : définir les place sur le PIC	Lot 01	Lot 01
Environnement du chantier	Tout le chantier	Circulation	Mise en place de barrières de chantier.	Tous les lots	Tous les lots
Interférence avec activité du site	parking	Gestion de flux de personnes	Laisser le Passage Libre	Lot 01	Lot 01
Interférence avec autre chantier	définir par le MOA s'il existe				

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

5.2 CANTONNEMENTS

Le Maître d'Ouvrage mettra à disposition des locaux qui serviront de base-vie pendant la phase travaux. le lot 01 a sa charge :- la fourniture, l'installation, et l'évacuation en fin de chantier des tables et chaises pour la salle de réunion.- la fourniture, l'installation, et l'évacuation en fin de chantier d'un micro-ondes, de tables et chaises pour le réfectoire.- le nettoyage quotidien du réfectoire et des installations sanitaires mises à disposition des entreprises.

- prévoir le réapprovisionnement des consommables sanitaires.

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Coordonnateur S.P.S. avise l'entreprise de la défaillance ou de la non-application d'une mesure. En cas de non respect de la demande du CSPS, celui-ci avise le Maître d'Ouvrage.

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

Les branchements provisoires en eau nécessaires aux travaux, avec comptage, sont à la charge du présent lot 07 CVC

5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

Sans objet.

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

Chaque entreprise devra assurer la présence systématique d'un téléphone portable en état de marche sur le chantier, permettant à toute personne, témoin d'un accident ou d'un incendie, de prévenir les services de secours extérieurs.

SERVICE D'URGENCE :

SAMU : 15 ou 112 et le 114 pour les sourds et malentendants, permettant l'envoi de SMS, à partir d'un téléphone fixe ou mobile **SAPEURS POMPIERS : 18 ou 112** **POLICE ou GENDARMERIE : 17**

6.1 ORGANISATION

Les accès au chantier devront en permanence autoriser le passage des services de secours.

Pour chaque accident, il est nécessaire de protéger la victime, alerter les secours et faire secourir la victime par une personne SST.

Chaque entreprise titulaire doit déclarer obligatoirement tout accident du travail au coordonnateur SPS qui transmettra alors un « rapport d'accident » que l'entreprise concernée devra retourner complétée dans les 48 heures. Pour l'ensemble du chantier, les entreprises assureront par entente commune la présence permanente d'un Sauveteur Sécurité du Travail pour 20 personnes. Chaque sauveteur secouriste devra être identifié par un badge spécial, apposé de préférence sur le casque. Chaque entreprise devra communiquer au coordonnateur SPS le nom des secouristes présents sur le chantier dans son PPSPS

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Téléphone d'urgence	Téléphone portable par entreprise sur site			Toutes les entreprises
Accès secours			Accueil des secours par une personne physique chargée de les diriger à l'intérieur du chantier	Tous les lots
Secouriste	Selon les dispositions du code du travail.		Signe distinctif sur casque ou vêtement de travail	Tous les lots
Trousse de secours	A proximité des postes de travail			Tous les lots
Extincteur chantier	A chaque poste	Travaux par point chaud		Tous les lots

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

Chaque entreprise aura l'obligation de prévoir la présence simultanée d'au moins deux personnes sur les postes de travail : l'intervention ne devra pas être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir secourir en cas d'accident tout intervenant dans les plus brefs délais.

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPA (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPA avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

Toutes entreprises y compris sous-traitants ne peuvent pas intervenir sur le chantier sans ppssp

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPA du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPA.

ANNEXES

DGFIP /RENOVATION ACCUEIL

9 AVENUE LEON BLUM
43100 BRIOUDE

Liste des annexes
1 - Panneau : En cas d'accident

8.1 Panneau : En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

18 **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

A: BRIOUDE
RUE :9 AVENUE LEON BLUM

2

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 04.69.61.40.45 .